

Créteil, le 5 juillet 2023

La Fédération générale des PEP appelle à une politique pour une cohésion sociale renouvelée

La Fédération générale des PEP manifeste sa compassion auprès des proches de Nahel. Ce drame dit beaucoup sur ce qui se joue aujourd'hui dans les esprits attisés par la pauvreté, la pression sociale, les discours de peur et de haine. Toute la vérité sur ce drame doit être recherchée afin que la justice soit faite.

Rien ne peut justifier la violence contre les biens et les personnes ; **la Fédération générale des PEP condamne de la manière la plus ferme les graves événements qui se sont produits dans plusieurs villes de notre pays.** En attaquant et en brûlant des mairies, des écoles et des bibliothèques, c'est la République à qui on porte atteinte. En s'en prenant aux biens personnels, ce sont des vies bouleversées, des emplois menacés, des économies perdues. En s'en prenant à des centres sociaux, des MJC et des locaux associatifs, ce sont des lieux de lien social que l'on veut détruire. La Fédération générale des PEP exprime sa solidarité avec les bénévoles et les salariés qui font vivre ces structures indispensables à la cohésion sociale, ainsi qu'avec tous les habitants des territoires touchés.

Le calme et la sécurité doivent être rétablis et assurés pour tous.

Il appartient aux pouvoirs publics de se mobiliser pour engager une véritable politique de cohésion sociale. Tous les ministères sont concernés ; il est indispensable de décroiser les politiques publiques. La Fédération générale des PEP regrette que le « rapport Borloo » n'ait pas été pris en considération comme il aurait dû l'être. Tous les acteurs de la vie sociale doivent être réunis autour d'une volonté commune sans laquelle la fracture sociale continue de se creuser. Les acteurs de terrain, les associations d'éducation populaire doivent être partie prenante de cette action de cohésion sociale, tant au niveau local qu'au niveau national. Ils ont été trop souvent considérés comme de simples prestataires de service et non pas comme de véritables partenaires de l'action publique comme la Fédération générale des PEP le revendiquait dans ses 55 propositions faites à l'occasion des élections présidentielle et législatives.

Un sursaut démocratique est nécessaire. D'ores et déjà, la Fédération générale des PEP a appelé son réseau à se mobiliser en étant solidaires des collectivités locales, des associations, des établissements d'éducation et de culture, des habitants et des jeunes. Les PEP ont à cœur d'assurer leurs missions et renforceront leurs actions avec leurs partenaires partout où la détresse sociale et éducative l'impose.